

L'Humanité des débats

LE BLOC-NOTES P. 13

Jean-Emmanuel Ducoin :
Connerie(s)

TRIBUNE LIBRE P. 16

Esclavage moderne : l'humanisme
vendu aux enchères

LA CHRONIQUE PHILO P. 17

Cynthia Fleury : la contre-histoire
du moi

Table ronde

Quelle place pour l'économie solidaire dans les quartiers ?

RAPPEL DES FAITS À l'occasion du premier forum Économie solidaire et quartiers populaires (1), ce samedi à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), trois acteurs analysent les liens entre ces territoires, les pratiques solidaires et l'urgence sociale.

Mohamed Mehmache
Président
fondateur de la
coordination
nationale
Pas sans nous

Claude Sicart
Président
de l'association
le Poles,
à Villeneuve-
la-Garenne

Jean-Louis Laville
Professeur
et titulaire
de la chaire
économie
solidaire
au Cnam



L'économie sociale et solidaire est-elle une nouveauté pour les quartiers populaires ?

JEAN-LOUIS LAVILLE Parmi les expériences d'économie solidaire nées dans les dernières décennies du XX^e siècle, un certain nombre d'entre elles sont issues des quartiers populaires. Mais elles n'ont reçu aucun soutien approprié, ce qui explique l'absence de visibilité. Parmi les exemples les plus emblématiques à cet égard figurent les restaurants interculturels de femmes. Quand ils ont émergé il y a quelques années, de tels lieux réunissaient des actrices de plusieurs cultures et permettaient des échanges entre celles-ci. L'absence d'intérêt, voire le mépris, dont elles ont fait l'objet, est dramatique, comme le mentionne Pierrette Sambou, qui fut présidente du réseau national. Il convient d'en tirer deux enseignements. D'abord, il existe des potentialités inexploitées dans une multitude de pratiques qui continuent à se manifester, en particulier dans des regroupements informels ou dans des petites associations locales. Ensuite, il convient de concevoir un écosystème favorable, sans lequel elles sont vouées à l'échec. Le problème jusqu'à maintenant est l'indifférence à laquelle elles sont confrontées.

MOHAMED MEHMACHE L'économie solidaire et sociale est loin d'être une nouveauté dans nos quartiers populaires. C'est surtout que l'on n'a pas mis l'accent sur ces initiatives, que l'on n'a pas vu ou souhaité voir ce qui se faisait dans ces territoires-là. Il y a toujours eu des formes d'économie sociale et solidaire. J'ai connu ça, il y a trente ans ; j'avais à peine 20 ans. Les

restaurants solidaires, par exemple. Il y en avait un dans le quartier des Bosquets, à Montfermeil. C'est un directeur d'association qui avait lancé la possibilité pour des jeunes de tenir un restaurant au bas d'une tour, de cuisiner, de servir, de faire vivre une activité. Cette tour est un des projets urbains phares de l'avenir du territoire, c'est la future Villa Médicis. Ensuite, j'ai vu les régies de quartier naître, et aussi l'Abri solidaire, ou encore les boutiques d'alimentation solidaire, ce que l'on appelle aujourd'hui les épiceries sociales. Ces expériences n'ont pas été assez soutenues, et surtout on ne les a pas valorisées. C'est dommage parce que, vingt ans après, quand j'entends parler d'économie sociale et solidaire, je me dis qu'il va falloir rappeler notre histoire.

CLAUDE SICART Ce n'est pas nouveau ! Nous pouvons dire que de multiples innovations d'économie sociale et solidaire sont nées dans les quartiers populaires et ont été dépliées peu après les années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Les régies de quartier, dont on peut dater l'acte de

DES PRATIQUES EN DÉBAT

« Et si les pratiques étaient en avance sur les théories ? » interroge l'ouvrage *Mouvements sociaux et économie solidaire*, paru le 8 novembre aux éditions Desclée de Brouwer. À partir de nombreux exemples en Amérique latine, en Asie ou en Europe, chercheurs et associatifs dressent un bilan critique d'initiatives pour ouvrir les perspectives.



À Grigny, la laverie solidaire de l'association la Source permet de lutter contre l'exclusion. Olivier Coret

naissance dans l'une des luttes urbaines les plus emblématiques, celle du quartier de l'Alma-Gare, à Roubaix, en sont un exemple. L'association le Poles (Pôle d'orientation vers l'emploi par l'économie solidaire), qui vient de fêter ses trente ans de vie au cœur du quartier de la Caravelle, en est un autre. Loin d'être un effet de mode, l'économie solidaire est un mouvement historique qui s'est constamment renouvelé par la capacité et la volonté des femmes et des hommes de s'associer pour répondre collectivement à des besoins non couverts par l'État et le marché. Il est vrai aussi qu'aujourd'hui comme jamais, l'économie sociale et solidaire fait l'objet de convocations quotidiennes. Des écoles de commerce aux grands groupes internationaux, aux start-ups, il n'y a pas un jour où elle n'est appelée à témoigner de ses vertus et nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais nous ne pouvons aussi que nous interroger sur cette célébration à géométrie variable de l'ESS, quand quelques-uns mettent en exergue leurs actions dans les pays en voie de développement et, dans le même temps, coupent l'accès aux biens les plus élémentaires aux plus pauvres de nos quartiers pour 2,50 euros d'impayés.

Si les quartiers populaires ont des années d'expériences alternatives et innovantes sur le logement, l'emploi ou la culture, comment expliquer leur mise à l'écart du mouvement de l'ESS ?

JEAN-LOUIS LAVILLE Un discours conformiste s'est installé à propos de la politique de la ville, selon laquelle la participation des habitants n'aurait pas débouché concrètement. Une lecture attentive de l'histoire montre que c'est le contraire : on n'a jamais fait le pari de la confiance envers les

Table ronde

*** Quelle place pour l'économie solidaire dans les quartiers ?

initiatives locales. Un renversement de perspectives s'avère indispensable. Il s'agit de partir de la réalité économique de ces quartiers pour ne pas plaquer des modèles, mais pour visibiliser les démarches qui existent. L'économie sociale et solidaire n'est pas un secteur à implanter dans les quartiers ; l'économie solidaire de demain ne peut que venir des formes d'économie populaire déjà en œuvre. L'économie sociale traditionnelle s'est structurée autour du modèle coopératif, comme une entreprise collective en concurrence avec d'autres sur le marché. Cela ne correspond guère aux réalités des quartiers dans lesquels les clientèles ne sont que partiellement solvables. Se limiter au marché, c'est négliger la complexité des logiques économiques dans leur diversité. Si l'on veut vraiment lancer des activités qui améliorent la vie quotidienne et créent des emplois de droit commun, il est nécessaire de tenir compte des deux dimensions. Dans un premier temps, il faut trouver des équilibres économiques en combinant les ressources venues du marché avec celles émanant des pouvoirs publics. En privilégiant des contributions venues d'engagements volontaires. Ensuite, donner de l'importance à la prise de parole et l'action sur les cadres institutionnels pour supprimer les discriminations négatives dont sont victimes les projets.

MOHAMED MECHMACHE Dans ces territoires, on n'a pas pris réellement la mesure de ce qui s'y passait. Nos territoires ont été traités comme une exception, alors que l'on a souvent été des laboratoires où des expériences n'ont cessé de se développer : l'insertion par la culture, celle par le sport ont été des vecteurs d'insertion socioprofessionnelle et d'emplois. Mais aucun des gouvernements n'en a fait une priorité. On a même précarisé les associations qui mènent des actions auprès des plus fragiles, avec comme conséquence l'épuisement de ces associations. L'économie sociale et solidaire a survécu tant bien que mal. Les habitants de nos quartiers, confrontés aux discriminations, à l'augmentation de la pauvreté, ont continué à chercher des solutions par eux-mêmes et à renforcer les liens de solidarité, parce que, dans nos quartiers, la solidarité ne se décrète pas, elle se vit. Il faut aussi se saisir de nouveaux secteurs de développement et d'éducation populaire, comme l'a fait le Poles avec le numérique. Il va falloir que, par nous-mêmes, on fasse la promotion de ces initiatives, et en faire un enjeu majeur, y compris un enjeu politique.

CLAUDE SICART Si les quartiers populaires ont des années d'expériences alternatives et innovantes sur le logement, l'emploi ou la culture, comment



CLAUDE SICART



JEAN-LOUIS LAVILLE



MOHAMED MECHMACHE

« Pour nous, l'idée d'être reconnus comme simple variable d'ajustement des politiques économiques était insupportable. »

« L'économie solidaire de demain ne peut que venir des formes d'économie populaire déjà en œuvre. »

« Les leviers, c'est aussi et déjà de croire en nous, de croire au potentiel qu'il y a dans ces territoires. »

expliquer leur mise à l'écart de ce mouvement à la mode qu'est l'ESS depuis quelques années ? Elles ont été régulièrement mises à mal par des politiques publiques instables. Les dernières décisions sur les emplois aidés sont absurdes et ne vont que fragiliser le tissu associatif des quartiers populaires. Ces expériences sont peu ou pas considérées comme signifiantes, pas à la bonne échelle, pas à la hauteur des enjeux... Pour tenter de faire entendre notre voix il y a quelques années, après les révoltes sociales de 2005, pour présenter notre association, nous entamions les réunions avec une punchline que nous voulions démythifier : « N'attendez pas le retour de la croissance pour mener une politique emploi dans les quartiers politique de la ville. » C'était notre première intrusion dans le débat public. Pour nous, l'idée d'être reconnus comme simple variable d'ajustement des politiques économiques était insupportable. Nous savions que les marchés publics, pas uniquement les clauses sociales mais l'obtention de l'entière de ces marchés, étaient l'un des leviers de notre développement et de la création d'emplois. Je veux dire par là que notre reconnaissance, et l'obtention de ces marchés, est passée par l'irruption dans le débat public et par notre capacité à osciller entre interpellation et coconstruction. C'est une voie qui me paraît essentielle si l'on veut éviter les processus d'invisibilisation.

Quels leviers faut-il mettre en route pour que les initiatives existantes et celles à venir dans les quartiers prennent place au cœur du débat de l'ESS en France ?

JEAN-LOUIS LAVILLE Des exemples étrangers nous indiquent des pistes d'actions concrètes. C'est le cas des incubateurs solidaires brésiliens. Présents dans près de 100 universités publiques, ils sont dédiés aux projets populaires et permettent à ceux-ci de s'adosser à des structures adéquates. Cela facilite les accompagnements

spécifiques. Comme le collectif Pas sans nous l'a déjà mis en évidence, il est par ailleurs indispensable de créer un fonds en faveur des initiatives citoyennes et de leur affecter une partie des sommes payées par les entreprises qui licencient. En bref, il s'agit de ne plus faire l'aumône aux quartiers populaires comme précédemment, mais de concevoir un véritable investissement matériel en faveur des initiatives en leur fin. Les politiques sont restées jusqu'ici trop descendantes et elles ont parié sur des formules importées de l'extérieur. Au contraire, c'est en s'appuyant sur des dynamiques ascendantes qu'il sera possible de trouver des solutions innovantes pour demain. Elles s'avèrent désormais urgentes ; il est temps de reconnaître l'énergie collective des habitants.

MOHAMED MECHMACHE Ce sont nos représentants politiques qui ont les manettes et il faut qu'ils comprennent qu'il y a un potentiel énorme. Ces quartiers ne sont pas un problème, mais une partie de la solution. Les leviers, c'est aussi et déjà de croire en nous, de croire au potentiel qu'il y a dans ces territoires. C'est également prendre des initiatives, ne pas subir. Nous avons organisé au mois d'août dernier, à Angers, nos premières universités d'été. C'était une première étape qui nous a permis de continuer à être dans le débat public sous une autre forme. Le forum Économie solidaire et quartiers populaires que nous organisons ce mois-ci à Villeneuve-la-Garenne est d'ailleurs né dans un de nos ateliers et de nos débats. Si nous savons interpellier les gouvernants quand c'est nécessaire, nous pouvons être force de proposition. Nous sommes aussi un peu experts de nos vies et en capacité de coconstruire les politiques publiques à mettre en œuvre dans nos quartiers. Il serait temps de prendre conscience que ces territoires et leurs habitants ont une expertise d'usage et une analyse qui n'est pas négligeable.

CLAUDE SICART L'organisation du premier forum Économie solidaire et quartiers populaires est pour nous un acte fondateur qui va nous permettre de sortir de l'invisibilité à laquelle nous sommes assignés. L'économie solidaire est inscrite dans l'histoire de nos quartiers populaires et cette journée va nous permettre, d'une part, de mettre au grand jour les multiples initiatives prises par notre collectif. De la cité des Flamants, quartiers Nord de Marseille, au quartier de la Roseraie d'Angers, en passant par Bagatelle dans le quartier du Mirail à Toulouse, sous des formes les plus diverses et depuis des années, des actions d'éducation populaire, de défense des droits, de culture se déploient sans que l'on n'y prête attention. D'autre part, ce forum est aussi pour nous l'occasion de continuer à tisser des liens entre l'université et les habitants des quartiers populaires, comme l'ont initié nos premiers de cordée Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache, auteurs du rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », remis en 2014 au précédent gouvernement. Enfin, ce forum a pour ambition, non pas de rédiger un nouveau cahier de doléances, mais d'écrire le « Premier manifeste pour une économie solidaire des quartiers populaires », avec une approche programmatique très forte. C'est à nous de nous faire entendre et de proposer. »

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR
IXCHEL DELAPORTE

LA REVUE DE PRESSE

Reportage Mathias Thépot

« Les acteurs de l'ESS demandent à l'unisson un pacte pour le quinquennat qui déterminerait les objectifs à atteindre en 2022, ainsi que le plan de financement pour y parvenir. Une sorte de "Grenelle de l'ESS". Parmi leurs propositions, il y a l'instauration d'un crédit d'impôt à l'innovation sociale. Les plus fervents partisans d'une Europe sociale et solidaire demandent aussi que se réunissent à Paris les ministres européens

de l'ESS. Le but étant d'intégrer dans la programmation du prochain plan quinquennal européen un volet ESS avec des moyens significatifs. »

La Gazette des communes Claire Chevrier

« L'enjeu pour l'économie sociale et solidaire est la transversalité. L'élaboration des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) pourrait être une belle opportunité pour elle d'être reconnue plus largement. »

(1) Le colloque aura lieu le samedi 25 novembre 2017, de 9 heures à 17 heures, à la salle la Fosse-aux-Astres, 74, rue de la Fosse-aux-Astres, à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine).